

Pourquoi la modernité détruit-elle les paysans ?

Maintes fois annoncée depuis le début des années 1960, la fin des paysans et de leurs sociétés pourrait bien, cette fois-ci, être pour bientôt. Distinctes des *sociétés sauvages* et de la *société industrielle*, les *sociétés paysannes* ont longtemps joui d'une forte cohésion et d'une autonomie relative les rattachant à la catégorie des formations économiques et sociales précapitalistes. Mais plus les trois grands piliers de la modernité (l'État, le capitalisme technoscientifique, la démocratie dite représentative) se sont affirmés et mondialisés, plus ces sociétés ont été absorbées, détruites, leurs principaux membres, les *paysans*, étant soit purement et simplement éliminés, soit gagnés à cet imaginaire et donc transformés en *agriculteurs* productivistes, c'est-à-dire en chefs d'entreprise et, désormais, en agrobusinessmen à la tête de fermes-usines. Malgré les multiples résistances, passées ou présentes, à ce mouvement général, il nous semble difficile de nous montrer optimistes, tant les causes profondes, largement impensées, en demeurent agissantes...

Un phénomène de longue histoire

L'une de ces causes a trait à la compréhension des relations dynamiques existant entre État, capitalisme, industrialisme, colonialisme et démocratie. Dès le XVIII^e siècle, les principes de l'État et de la démocratie modernes tels qu'ils commencèrent à se développer dans l'Amérique coloniale, conjointement à un capitalisme qui s'implantait dans un territoire réputé « vierge », reposèrent sur l'intégration, ou plutôt l'inclusion de gré ou de force, des autochtones. Il s'est ainsi agi, dans cet âge et ce continent fondateurs, d'un processus d'homogénéisation d'hétérogénéités multiples qui se heurta à la résistance de deux « corps étrangers », les Indiens et les Noirs. Si les premiers appartenaient à des sociétés sauvages, donc libres et indépendantes, les seconds avaient, eux, été réduits en esclavage. En se constituant, par conséquent, capitalisme et démocratie ont aux États-Unis construit des frontières au-delà desquelles ils n'incluaient pas, mais excluaient les Noirs et éliminaient les Indiens. Dans les faits, plus le processus d'intégration et d'homogénéisation se développa, plus s'accrut la domination radicale de l'homme blanc sur ceux qui lui semblaient incapables de se couler dans le moule de la « civilisation ». Ainsi, comme l'a bien résumé Alain Brossat relisant Tocqueville, il y eut donc en Amérique, dans le sillage des colonisations antérieures intervenues dès l'aube des Temps modernes, « *coextensivité de la démocratisation du monde et des premiers génocides et ethnocides de la modernité* »¹.

Cette conception homogénéisatrice du monde a également alimenté l'esprit émancipateur de la Révolution française dont le principe universaliste d'égalité des citoyens impliquait la destruction des particularismes des provinces au nom de la Raison, de l'édification de la Nation et du développement de l'économie. La reconnaissance du citoyen, en même temps qu'elle mettait fin à l'ordre féodal, y contenait la liquidation des sociétés paysannes afin de « libérer » l'humanité entière du joug de la « communauté » et de faire place au monde bourgeois, commerçant puis industriel et financier, en plein essor. Comme l'a souligné l'historien Barrington Moore, « *la prise en main du secteur agricole a été un facteur décisif de l'évolution, aussi important que celle de la classe ouvrière [...] qui est d'ailleurs étroitement liée à la première. On serait presque tenté de dire que l'étouffement de l'activité agricole est une condition préalable du succès de la démocratie. Il fallait briser ou transformer l'hégémonie politique de l'aristocratie foncière ; il fallait transformer le paysan qui cultive pour se nourrir et nourrir son seigneur en un producteur qui écoule ses denrées*

¹ *L'épreuve du désastre*, Albin Michel, 1996, p. 33.

sur le marché »². Ainsi, en même temps qu'allait peu à peu se défaire la France de « l'ordre éternel des champs », le paysan entra dans les nouvelles matrices, inséparablement juridiques, technico-économiques et politiques, du Progrès et de la Nation.

Après la première vague d'industrialisation, la révolution russe, la grande crise de 1929 qui déboucha sur la seconde guerre mondiale, et enfin la défaite de l'Allemagne nazie et du régime de Vichy, les politiques françaises se fondèrent à partir de 1945 sur la recherche d'une « troisième voie » entre capitalisme et communisme. Largement inspirées du programme social-productiviste du CNR, ces politiques se firent dans un premier temps néo-keynésiennes jusqu'au tournant de 1983 à partir duquel les esprits, à gauche en particulier, furent gagnés par les charmes du néo-libéralisme. Sous couvert de modernisation de la France rurale, les politiques d'industrialisation de l'agriculture continuèrent, alors même que l'on chantait les louanges du développement local et des produits du terroir.

Durant les années 1990, enfin, alors que le nombre des exploitations familiales ne cessait de fondre, les chantres du productivisme et détracteurs de l'écologie, qu'ils fussent hommes politiques, industriels ou économistes, trouvèrent en la personne du philosophe Marcel Gauchet un renfort de taille. Et on ne peut plus éclairant ! Tout en assénant que sous « *l'amour de la nature* » se dissimulait « *la haine des hommes* »³, c'était bien les paysans que Gauchet avait pour cible : « *Les capitalistes prospèrent, les bureaucrates prolifèrent, mais du moins, sur nos vieilles terres d'Europe, l'extinction du dernier paysan est pour bientôt. Je parle du vrai paysan, issu d'une lignée ininterrompue de paysans, enraciné dans un sol et dans une communauté, pénétré d'une civilisation millénaire et non pas de l'entrepreneur ès agriculture qui va lui succéder, fort délesté celui-là, pour arpenter le sol, de ce lourd bagage du passé. [...] Le citoyen qui aspire à la Cité meilleure ne peut lui que se réjouir, dans le même homme, de voir s'éteindre l'une des espèces les plus irréductiblement rebelles à l'esprit authentique de la démocratie* »⁴.

Progrès et règne de l'illimitation

On peut appeler productivisme l'idéologie qui, commune aux deux systèmes capitaliste et communiste⁵, réunit aujourd'hui la droite et la « gauche » libérales dans leur adhésion à l'État, au capitalisme et à la démocratie dite représentative. Par leurs politiques, tout, êtres humains, sociétés, produits de la science, de la technique ou des technosciences, animaux ou nature, devient « ressource », simple matériau de la quête de Puissance de l'État et du capital réunis. Déracinement, marchandisation, artificialisation s'amplifient ainsi partout sur la planète, et les pratiques politiques, techniques, économiques, sociales et culturelles de tous ceux qui, comme les paysans, aspirent à l'autonomie et à la prudence sont combattues comme autant de « freins » ou de crispations nostalgiques. Le cas français est ici instructif de ce qui s'intensifie, sous des formes multiples, à l'échelle mondiale, où la population active agricole ne représente plus désormais que 40% de la population active totale contre 80% en 1950. En 70 ans, la majorité des paysans français s'est effacée, beaucoup ont fait faillite, se sont suicidés ou ont fait des carrières de « chroniques » dans des hôpitaux psychiatriques qui employèrent leurs enfants, quand d'autres s'en allèrent travailler dans les industries agroalimentaires, la grande distribution d'aliments standardisés, les usines de production d'automobiles, d'amiante ou de pesticides, les centrales nucléaires ou chez les CRS. Seule

² *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, La Découverte/Maspero, 1983, p. 344.

³ *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990, p. 278-282.

⁴ *Ibid*, p. 314-315.

⁵ Ou à leur jonction, comme le montre l'exemple chinois.

une minorité d'agriculteurs productivistes a été et reste soutenue sans discernement par les pouvoirs publics, UE au premier chef. Bénéficiant de subventions considérables dissimulant la non-rentabilité finale de leurs « entreprises », ces managers des champs ont multiplié les quantités produites autant que les dégâts esthétiques, écologiques ou sociaux. D'autres enfin, persistant à se dénommer « paysans » et longtemps ignorés tant par les pouvoirs publics que par les urbains ou ruraux consuméristes, inventèrent pas à pas « l'agriculture paysanne », porteuses de nouvelles solidarités et de pluralisme, dans les coulisses du productivisme.

C'est d'une société de masse, peuplée d'individus de plus en plus exténués par la nécessité ou la performance, mais aussi d'espaces uniformisés et chaotiques qu'a accouché cette Histoire toujours plus accélérée. Capitalisme et individualisme y cheminent d'un même pas, le premier car son essence même le condamne à une expansion illimitée et le second à une émancipation elle aussi illimitée. Ce que d'aucuns persistent à appeler démocratie a ainsi accompagné et accompagne encore la destruction de l'assise rurale des sociétés en même temps que s'y épanouit l'emprise de la modernité sur les esprits, la vie ou les institutions. « *Depuis plus d'un siècle maintenant, au nom de l'efficacité, de la rationalité de l'économie ou du nécessaire développement des forces productives, bref au nom du progrès, les idéologues de la bourgeoisie mais aussi la plupart des marxistes, prédisent un monde sans paysans. Un même point de vue guide ces discours : celui de l'accumulation du capital. Une même limite les borne : celle de la grande industrie. L'on doit alors se poser une question : ne s'agit-il pas d'une même conception théorique du travailleur ? N'est-ce pas cela que cache le refus du paysan ? L'homme déqualifié, déstructuré, normalisé, l'homme taylorisé, l'homme au travail brisé en de multiples gestes identiques [...] Le paysan est bien à l'opposé de ce rêve. Il représente le désordre car il se situe en dehors des normes du monde capitaliste et il en est au fond le perturbateur* »⁶. Autant que le sauvage, le colonisé le furent de la « civilisation », le paysan est ainsi le parfait bouc-émissaire de la modernité productiviste, de la mondialisation et financiarisation de l'économie, et de la numérisation de la vie. Cheminant de concert, transhumanité, fermes-usines et agronuméricus⁷ en constituent aujourd'hui les pointes les plus avancées, robotisées.

En France et dans le monde, de nombreux paysans ont réussi à s'adapter en créant d'autres manières de cultiver la terre et d'élever des animaux sans détruire ni les milieux sociaux, ni les sols. À la Confédération Paysanne, au sein de *Via Campesina*, tissant des liens cosmopolitiques avec de multiples syndicats et associations, avec les consommateurs, des intellectuels et des hommes politiques, des salariés et des chômeurs, ces centaines de millions de paysans s'attachent à préserver le monde et à dessiner les contours d'une alternative à l'autophagie capitaliste et à la fascisation des laissés-pour-compte. La question de savoir qui, au nom de quelles valeurs et sous la forme de quel projet politique et institutionnel, pourrait donner corps à cette espérance est aujourd'hui posée.

Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont⁸

⁶ Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks*, Seuil, 1974, p. 13.

⁷ Cf. Hervé Pillaud, *L'Agronuméricus*, Éditions de la France agricole, 2015.

⁸ Cf. Pierre Bitoun et Yves Dupont, *Le sacrifice des paysans*, L'Échappée, 2016 et des trois auteurs *Les Champs du départ* et *L'équivoque écologique*, La Découverte, 1989 et 1991.